Le sommet social de Goteborg doit marquer une étape cruciale

Lundi 23 octobre 2017

Réponse aux organisations syndicales françaises

Le 12 octobre dernier les organisations syndicales françaises adressaient aux députés européens français une lettre commune sur la politique sociale de l'Union.

Présidente du réseau social du PSE, je leur ai fait part de l'action que mènent les ministres socialistes et sociaux-démocrates des Affaires sociales et de l'Emploi et ai salué la proximité entre les positions que nous défendons et celle de leurs organisations.

A : Laurent Berger, Secrétaire général, CFDT ; Philippe Louis, Président confédéral, CFTC ; Philippe Martinez, Secrétaire général, CGT ; Jean-Claude Mailly Secrétaire général, FO ; Luc Berille, Secrétaire général, UNSA

Bruxelles, le 20 octobre 2017

Un tournant social pour l'Union Européenne.

Messieurs les Secrétaires généraux, monsieur le Président confédéral,

Vous trouverez ci-joint le communiqué de presse du Parti socialiste européen faisant suite à l'adoption du Pilier des droits sociaux par le Conseil EPSCO.

Le Parti socialiste européen (PSE) a de longue date identifié une Europe plus sociale et plus juste comme l'un de ses objectifs fondamentaux. Cet engagement est plus que jamais d'actualité.

Nos ministres de l'emploi et des affaires sociales ont, dès juillet 2016, proposé une réorientation de l'UE en faveur de l'Europe sociale. L'Europe sociale doit être la réponse aux inquiétudes des Européens. Nous avons détaillé nos propositions plus précises lors de la conférence sociale de Matignon, en mars 2017, et insisté sur l'importance de traduire le socle européen de droits sociaux par des mesures concrètes, qui renforcent un modèle social européen ambitieux et protecteur...

Lire la suite :

Réponse à la lettre intersyndicale socle européen de droits sociaux

Paris, le 12 octobre 2017

Madame la députée européenne, Monsieur le député européen,

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FO, CFTC et UNSA, affiliées à la Confédération Européenne des Syndicats, appellent à un changement de cap dans la politique sociale de l'Union européenne. Le principe d'un Socle Européen des Droits Sociaux présenté par la Commission Européenne le 26 avril 2017 est une initiative majeure de l'Union Européenne pour construire une Europe plus sociale et plus juste.

La crise financière a eu de lourdes conséquences avec une précarisation croissante des travailleurs et une multiplication de mesures tendant à affaiblir les droits sociaux. Cette dynamique doit s'inverser, l'Union Européenne doit agir effectivement pour protéger les droits existants et en créer de nouveaux afin de concrétiser l'Europe sociale...

Lire la suite :

Courrier intersyndical Socle social des droits sociaux OCT 2017